



DOCUMENT ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

**SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SOMME**

Fourniture d'équipements radios mobiles ANTARES.

Marché passé conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

MD

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : VARIANTE	3
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
4.1 : Pièces particulières	3
4.2 : Pièces générales	3
ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE	3
ARTICLE 6 : CONSTITUTION DE L'OFFRE.....	3
6.1 : Présentation des offres.....	3
6.2 : Condition d'envoi et de remise des offres.....	4
ARTICLE 7 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	4
ARTICLE 8 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
ARTICLE 9 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	4
ARTICLE 10 : CRITERE DE CHOIX.....	4
ARTICLE 11 : DELAIS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....	5
11.1 : Délais de livraison	5
11.2 : Lieux de livraison	5
ARTICLE 12 : GARANTIE ET SAV	5
ARTICLE 13 : PRIX.....	5
ARTICLE 14 : PENALITES	5
ARTICLE 15 : PAIEMENT.....	5
15.1 : Présentation des demandes de paiements	6
15.2 : Comptable public assignataire	6
15.3 : Mode de règlement.....	6
ARTICLE 16 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL	6
ARTICLE 17 : LES OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION.....	6
17.1 : Généralités	6
17.2 : Réception quantitative.....	6
17.3 : Réception qualitative	7
ARTICLE 18 : ASSURANCES	7
ARTICLE 19 : CONDITION DE RESILIATION	7
ARTICLE 20 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	7
ARTICLE 21 : MEMOIRE TECHNIQUE.....	7
ARTICLE 22 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 23 : DEROGATIONS	8

MD

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements radios mobiles ANTARES.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 : VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1 : Pièces particulières

- Le devis ou la proposition de prix,
- Le présent document administratif et technique,
- Le mémoire technique établi par le soumissionnaire,

4.2 : Pièces générales

- Le Code des Marchés publics
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS).

ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière, dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

ARTICLE 6 : Constitution de l'offre

6.1 : Présentation des offres

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose du présent D.A.T.

MD

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Le soumissionnaire est informé que l'établissement public souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Le devis ou la proposition de prix paraphé, daté et signé ;
- Les pièces énumérées à l'article 5 « justificatifs à produire » du présent D.A.T. ;
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT) paraphé, daté et signé ;
- Le mémoire technique demandé à l'article 21 du présent DAT.

6.2 : Condition d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME Groupement Logistique Service Systèmes Information 7 allée du Bicêtre BP 2606 80026 AMIENS Cedex 1</p> <p style="text-align: center;">FOURNITURE D'EQUIPEMENTS RADIOS MOBILES ANTARES</p> <p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p>
--

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé,

ARTICLE 7 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les dates et heures limites de réception des offres sont fixées au **lundi 14 octobre 2013 à 12 h 00**.

ARTICLE 8 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 9 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 5 du présent DAT.

ARTICLE 10 : CRITERE DE CHOIX

Le jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- Prix : 60 %
- Valeur technique : 30 % jugée à partir du mémoire technique
- Délai de livraison : 10 %

MD

ARTICLE 11 : DELAIS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

11.1 : Délais de livraison

Le candidat précisera obligatoirement le délai de livraison des fournitures objet du présent marché à compter de la date de notification du marché. Ce délai ne pourra excéder **5 semaines**.

Aucune livraison ou réalisation ne devra être effectuée avant la notification du marché au titulaire.

11.2 : Lieux de livraison

La livraison sera effectuée à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Logistique
Service Systèmes Information
Monsieur BACQUET
7 Allée du Bicêtre
BP 2606
80 026 Amiens

ARTICLE 12 : GARANTIE ET SAV

Les matériels seront garantis **5 ans** à compter de leur livraison. La garantie porte sur les pièces, la main d'œuvre et les frais de port. Un matériel identique pourra être mis à disposition durant la durée d'indisponibilité.

ARTICLE 13 : PRIX

Le candidat précisera obligatoirement dans son devis ou sa proposition de prix le montant total HT et TTC en euros de son offre.

Le prix total comprend :

- la cession du droit d'usage des logiciels associés,
- les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison,
- la garantie « constructeur » indiquée à l'article 12.

ARTICLE 14 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard de livraison ou d'installation, des pénalités, calculées selon la formule suivante, seront appliquées sans mise en demeure :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

P = pénalités

V = montant total du marché

R = nombre de jours de retard au calendrier

ARTICLE 15 : PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique après la réception du matériel et de la facture conformément aux dispositions du marché.

MD

15.1 : Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 2 copies, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre
BP 2606
80 026 Amiens cedex 1

15.2 : Comptable public assignataire

Le comptable public assignataire est :

MONSIEUR LE PAYEUR DEPARTEMENTAL DE LA SOMME
27, rue de l'Amiral Courbet
80 010 Amiens

15.3 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 16 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 : LES OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION

17.1 : Généralités

Par dérogation aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS, les opérations de vérifications seront effectuées à réception de la commande et, en tout état de cause dans un délai de 72 heures maximum à compter de la livraison.

17.2 : Réception quantitative

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le SDIS 80 se réserve le droit de mettre en demeure le titulaire du marché de reprendre immédiatement l'excédent à ses frais si la livraison dépasse la commande. En cas contraire, de compléter la livraison dans un délai de 48 heures de la quantité totale prévue par la commande. Tout dépassement du délai imposé donnera lieu à

MD

l'application des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 14 du présent document.

17.3 : Réception qualitative

Elle est effectuée au plus tard dans les huit jours qui suivent la date de livraison pour les vices apparents et dans les quinze jours à partir de cette même date pour les vices cachés. Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, elle sera refusée et elle devra être remplacée sur mise en demeure faite par lettre en recommandée au titulaire du marché dans les quinze jours. Les frais de transport de la marchandise refusée, retournée au titulaire seront à la charge de ce dernier.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Les entrepreneurs devront justifier par des assurances garantissant au titre de la responsabilité découlant des articles 1382 et 1384 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés par leur exécution.

La garantie devra être suffisante et sera illimitée en cas de dommages corporels.

ARTICLE 19 : CONDITION DE RESILIATION

Seuls les articles 29 à 36 du CCAG.-FCS, relatifs à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 20 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents inhérents au marché doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

ARTICLE 21 : MEMOIRE TECHNIQUE

Le candidat devra fournir un mémoire technique comprenant :

- Les fiches techniques de matériels
- Les notices de programmation des matériels.

ARTICLE 22 : CLAUSES TECHNIQUES

La quantité d'émetteurs récepteurs mobiles numériques ANTARES à fournir est de 9.

Le terminal mobile est destiné au montage à l'intérieur des véhicules. Il doit comprendre les fonctions et éléments suivants :

- un terminal émetteur récepteur,
- un panneau de commande déporté rétro-éclairé, disposant d'un afficheur couleur, d'un clavier alphanumérique, de touches de fonctions et d'une fonction dédiée d'appel de détresse, permettant la géo localisation.
- un haut-parleur 15 watts

MD

- un micro haut-parleur déporté avec touche d'alternat, de fin d'appel et voyant d'indication de la communication,
- un kit de pré-installation comprenant un support du terminal, un support pour installation du panneau de commande sur le tableau de bord ou un kit d'encastrement en lieu et place d'un emplacement DIN Autoradio, un câblage de 6 mètres permettant la connexion du terminal au panneau de commande, à l'alimentation, à un haut-parleur du véhicule et à un terminal de données.

Les principales caractéristiques techniques à respecter sont :

- puissance d'émission nominale : 10 W,
- puissance d'émission au moins égale à 5 W sur toute la plage de fonctionnement,
- sensibilité statique minimum \geq ou $=$ -115 dBm,
- classe d'étanchéité minimum : IP 54,
- plage minimum de température de fonctionnement : - 15 °C à + 55 °C,
- interface NMEA-0183 de connexion d'un GPS pour application de géo localisation des véhicules.

ARTICLE 23 : DEROGATIONS

L'article 4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 14 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

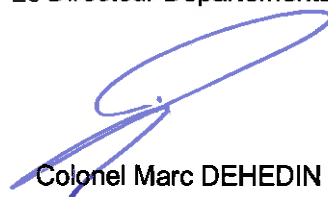
L'article 17 du présent CCP déroge aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS.

Le

Amiens le 24 SEP. 2013

Le Soumissionnaire

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental,



Colonel Marc DEHEDIN